



M E M O / N O T E D E S E R V I C E

Information previously distributed / Information distribué auparavant

TO: Community Services Committee and Council

DESTINATAIRES : Comité des services communautaires et Conseil municipal

FROM: Clara Freire
General Manager, Community and
Social Services

Contact :
Sarah Taylor
Director (A), Community Safety, Well-
Being, Policy and Analytics, Community
and Social Services Department
Phone number: 613-580-2424
sarah.taylor@ottawa.ca

EXPÉDITEUR : Clara Freire
Directrice générale, Services sociaux et
communautaires (DGSSC)

Personne-ressource :
Sarah Taylor
Directrice (par intérim), Sécurité et bien-
être dans les collectivités, politiques et
données analytiques, Direction générale
des Services sociaux et
communautaires
Numéro de téléphone : 613-580-2424
sarah.taylor@ottawa.ca

March 4, 2024

4 mars 2024

FILE NUMBER: ACS2024-CSS-GEN-006

SUBJECT: Response to Direction to Staff on Strategic Plan to Reduce Intimate Partner Violence

OBJET : Réponse aux instructions au personnel sur le plan stratégique visant à réduire la violence conjugale

OBJECTIF

La présente note de service a pour objectif de faire le point sur les efforts déployés par la Direction générale des Services sociaux et communautaires (DGSSC) pour collaborer avec les partenaires communautaires afin de déterminer les possibilités stratégiques pour réduire la violence conjugale à Ottawa. Il s'agit d'une réponse aux [instructions au personnel](#) ci-dessous, soumises par le conseiller Hill le 8 mars 2023 au Conseil municipal :

Que Prévention du crime Ottawa et la Direction générale des services sociaux et communautaires collaborent avec les partenaires communautaires pour déterminer ce que la Ville peut faire dans l'immédiat, d'un point de vue stratégique, pour réduire la violence conjugale, et présentent un rapport s'accompagnant d'un plan de mise en œuvre au Comité des services communautaires, au plus tard au quatrième trimestre de 2023.

À l'origine, Prévention du crime Ottawa (PCO) et la Direction générale des Services sociaux et communautaires (DGSSC) ont été désignés pour travailler ensemble et collaborer avec les partenaires communautaires afin de répondre aux instructions au personnel. Depuis lors, PCO a fusionné avec le Bureau de la sécurité et du bien-être dans les collectivités de la Ville au sein de la DGSSC pour une approche plus cohérente et intégrée de la prévention de la criminalité dans la ville, conformément à la motion [N° FCSC2023 – 06-03](#) du 4 juillet 2023 du Conseil municipal.

RÉSUMÉ

La violence fondée sur le genre et la violence à l'égard des femmes comprennent la violence physique, économique, sexuelle et psychologique et la victimisation fondée sur des normes propre au genre et sur des dynamiques de pouvoir inégales¹. L'accès inégal aux déterminants sociaux de la santé (par exemple, le logement, des soins de santé de qualité et l'emploi) ainsi que la discrimination, la marginalisation et le racisme créent des conditions qui exposent les personnes à un risque plus élevé de subir des violences.

L'un des principaux types de violence est la violence conjugale. Cette dernière se produit spécifiquement dans le contexte de relations intimes, qu'elles soient actuelles ou passées. Il peut s'agir de violence physique, émotionnelle, sexuelle ou psychologique. Cette forme de violence liée aux normes et aux inégalités sociétales en matière de genre se caractérise par des déséquilibres de pouvoir et des tactiques de contrôle.

Le travail visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre comprend des efforts pour mettre fin à la violence conjugale. Il n'existe pas de solution unique; une série d'approches est nécessaire. Il s'agit notamment de comprendre les règles sociétales et les croyances sur le genre

¹ [Nations Unies, 2016 \(en anglais seulement\)](#)

qui contribuent aux déséquilibres de pouvoir et renforcent les normes néfastes fondées sur le genre.

Dans le cadre du [Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités \(PSBEC\)](#) et de sa priorité en matière de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes (VFF), la Ville s'est réengagée à donner la priorité à une collaboration étroite avec les partenaires communautaires, non seulement pour soutenir les personnes survivantes, mais surtout pour prévenir la violence fondée sur le genre. La priorité du PSBEC comprend trois objectifs principaux : veiller à ce que chaque personne survivante puisse avoir accès aux services et aux mesures de soutien, prévenir la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes, et fournir aux personnes survivantes des solutions de rechange au signalement.

Au cœur de ces efforts se trouve l'intégration d'une approche axée sur l'équité des genres et la condition féminine dans l'ensemble des services, des stratégies et des plans de la Ville, comme le souligne la [Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres](#), qui vise à améliorer la sécurité et le bien-être des femmes et des personnes aux diverses identités de genre. Le Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres présente un plan d'action détaillé pour bâtir une ville inclusive qui protège chaque membre de la collectivité contre la violence fondée sur le genre.

Au cours de l'année écoulée, le Bureau de la sécurité et du bien-être dans les collectivités et l'équipe du Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres ont jeté les bases de la planification de l'action et de l'engagement des intervenants en matière de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes. En 2024, un forum sectoriel sur la violence fondée sur le genre réunira divers intervenants pour lancer l'élaboration d'un plan d'action communautaire cohérent contre la violence fondée sur le genre et la violence à l'égard des femmes, y compris la violence conjugale. Cet événement comprendra un engagement en matière d'indication des priorités et de planification de la mise en œuvre pour permettre à l'action collective d'aller de l'avant.

En outre, en 2023, l'engagement de la DGSSC à soutenir les personnes survivantes a été renforcé par un investissement stratégique de 3,7 millions de dollars réparti auprès de 24 organismes de services sociaux, améliorant ainsi leur capacité à fournir des mesures de soutien et des ressources essentielles.

Au cours de l'année à venir, la Ville continuera d'appliquer une approche axée sur l'équité des genres dans l'allocation des fonds, en veillant à ce que les ressources soutiennent effectivement les plus vulnérables.

Alors que nous allons de l'avant, l'engagement d'éliminer la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes, y compris la violence conjugale, reste ferme. Plusieurs secteurs

d'activité, notamment les Services du logement, les Services à l'enfance et les Services sociaux et d'emploi, continueront d'accorder la priorité aux besoins des résidentes et résidents touchés par la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes, afin de faciliter l'accès aux services pour ces personnes qui en ont besoin.

La direction générale s'efforcera également de tirer parti du plan quadriennal du gouvernement de l'Ontario, publié en décembre 2023, pour renforcer les efforts existants en matière de prévention de la violence fondée sur le genre et d'actions en réponse à cette violence. Ce plan s'intitule [Ontario-STANDS](#) : Solidarité dès maintenant contre la violence sexiste, par des actions décisives, de la prévention, de l'autonomisation et du soutien. La province s'est engagée à collaborer avec les partenaires municipaux pour mettre en œuvre le plan d'action qui repose sur cinq piliers :

1. Soutenir la stabilisation des programmes essentiels
2. Prévenir la violence fondée sur le genre
3. Améliorer les transitions vers le rétablissement
4. Favoriser la sécurité et réduire la récurrence
5. Promouvoir la sécurité économique

Grâce à ces efforts, la DGSSC, en collaboration avec des partenaires clés et le gouvernement provincial, ne se contentera pas d'aider les personnes survivantes de la violence fondée sur le genre et de la violence faite aux femmes, mais travaillera également à bâtir une ville où chaque personne se sentira en sécurité et soutenue. Le personnel continuera à travailler en étroite collaboration avec les partenaires communautaires afin de trouver des possibilités stratégiques et de les utiliser pour faire d'Ottawa une ville plus sûre et plus inclusive pour tout le monde.

CONTEXTE

La violence fondée sur le genre (VFG) est un problème très répandu qui englobe de nombreux types de comportements et d'actions préjudiciables à l'encontre de personnes en raison de leur genre. L'accès inégal aux déterminants sociaux de la santé (par exemple, le logement, des soins de santé de qualité et l'emploi) ainsi que la discrimination, la marginalisation et le racisme créent des conditions qui exposent les personnes à un risque plus élevé de subir des violences.

L'un des principaux types de violence est la violence conjugale. Cette dernière se produit spécifiquement dans le contexte de relations intimes, qu'elles soient actuelles ou passées. Il peut s'agir de violence physique, émotionnelle, sexuelle ou psychologique. Cette forme de violence liée aux normes et aux inégalités sociétales en matière de genre se caractérise par des déséquilibres de pouvoir et des tactiques de contrôle.

Le travail visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre comprend des efforts pour mettre fin à la violence conjugale. Il n'existe pas de solution unique; une série d'approches est nécessaire. Il s'agit notamment de comprendre les règles sociétales et les croyances sur le genre qui contribuent aux déséquilibres de pouvoir et renforcent les normes néfastes fondées sur le genre.

ANALYSE

La Direction générale des Services sociaux et communautaires (DGSSC) est unie aux partenaires communautaires dans un effort collectif pour soutenir les résidentes et résidents qui sont affectés par la violence fondée sur le genre, y compris la violence conjugale. Cette section présente l'ensemble des programmes et des politiques actuellement en place et identifie les possibilités d'action stratégiques pour l'avenir. Cette synthèse met l'accent sur l'approche holistique de la DGSSC, en montrant comment chaque secteur d'activité contribue à soutenir les personnes survivantes, et décrit ses plans pour des efforts continus et coordonnés afin d'améliorer ces mesures de soutien.

Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités (PSBEC)

La violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes constituent l'un des six piliers du PSBEC. La violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes sont mentionnées séparément dans le Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités dans le but de reconnaître l'omniprésence de la violence à l'égard des femmes et de sensibiliser le public à l'augmentation alarmante de la haine et de la violence auxquelles sont confrontées les personnes de diverses identités de genre. En juin 2023, le Bureau de la sécurité et du bien-être dans les collectivités a fourni aux membres du Conseil la mise à jour du Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités ([ACS2023-CSS-GEN-009](#)), notamment en ce qui concerne la priorité relative à la VFG et à la VFF.

La priorité en matière de sécurité et de bien-être dans les collectivités consacrée à la VFG et la VFF mise sur le développement social et la prévention, afin de prévenir l'incidence de la violence et de réduire le besoin d'intervention en cas d'incident.

En 2023, le Bureau de la sécurité et du bien-être dans les collectivités, en collaboration avec le Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres, le programme « Pas bien chez soi à Ottawa » et la Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF), a retenu les services d'une entreprise d'Ottawa possédant une expertise en la matière pour mener une étude de cadrage visant à déterminer les possibilités et les lacunes dans les services offerts aux personnes survivantes ainsi que les mesures qui peuvent être prises au moyen d'une approche axée sur les retombées collectives, en mettant l'accent sur le rôle de la Ville en tant que défenseur, bailleur de fonds et bâtisseur de capacités. L'étude a également recueilli des données

sur les services de prévention et d'intervention respectueux des particularités culturelles, les principaux défis dans le secteur et la capacité des organismes à recueillir, analyser et présenter les données.

Possibilités stratégiques pour 2024 :

Un groupe consultatif communautaire élargi a été formé et est prêt à exploiter les résultats de la cartographie référentielle pour faire avancer le PSBEC. L'élément clé de 2024 sera un forum sectoriel visant à établir un plan d'action et des priorités unifiés et fondés sur la recherche et les consultations communautaires.

Pour de plus amples renseignements, voir l'annexe A : Objectifs, stratégies et résultats du Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités en matière de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes.

Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres

En tant que principal fournisseur de services et employeur à Ottawa, la Ville dispose d'un grand potentiel pour prévenir la VFG et la VFF par l'intermédiaire de ses programmes et de ses politiques. La [Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres 2021-2025](#) a été élaborée pour veiller à ce que les services, les stratégies et les plans de la Ville d'Ottawa intègrent une approche axée sur la condition féminine et l'équité des genres. Le personnel du Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres vient d'achever une évaluation à mi-parcours et utilisera les informations recueillies auprès des parties prenantes et des résidents pour soutenir la planification des actions de la prochaine phase de mise en œuvre. Elle s'applique particulièrement à garantir une sécurité contre tous les types de violence fondée sur le genre. Le personnel du Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres joue un rôle structurel essentiel au sein de la Ville en offrant un soutien technique à toutes les directions générales, en les aidant à intégrer une approche axée sur la VFG et la VFF dans leurs services et leurs politiques. En 2022, la Ville s'est également engagée à travailler sur les espaces publics sécuritaires pour les femmes et les filles en signant l'initiative "[Villes sûres et espaces publics sûrs pour les femmes et les filles](#)" de l'ONU Femmes, et est l'une des cinq villes canadiennes à l'avoir fait.

Possibilités stratégiques pour 2024 :

Le Secrétariat de la condition féminine et de l'équité des genres présente un ensemble complet de mesures que la Ville d'Ottawa prendra pour améliorer la sécurité et le bien-être des femmes et des personnes de diverses identités de genre. La stratégie comprend :

1. Analyse comparative entre les sexes et optique de l'équité des genres dans les politiques et les stratégies de la Ville.

2. Systèmes de données tenant compte de la condition féminine et de l'équité des genres.
3. Participation significative du public aux groupes intersectionnels de femmes et de personnes de diverses identités de genre.
4. Sensibilisation et formation sur les femmes et l'équité des genres
5. Affectation des ressources en fonction des genres

Pour de plus amples renseignements, voir l'annexe B : Mesures de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes dans le cadre de la Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres.

Soutien au logement pour les survivants de la VFG et de la VFF

Les Services du logement, en collaboration avec des partenaires communautaires, apportent un soutien aux personnes survivantes de la VFG et de la VFF. Bien que les Services du logement ne disposent pas d'un financement spécifique pour les refuges à l'intention des survivants de VFG et de VFF, ils agissent en tant que système de débordement des refuges pour femmes victimes de violence, puisque ces derniers sont imposés par le gouvernement provincial. Les résidentes et résidents fuyant la violence se voient proposer un placement immédiat dans des centres d'hébergement d'urgence. Une fois placés, ces ménages sont mis en relation avec des services communautaires de soutien aux survivants de VFG et de VFF, dans le cadre d'un plan de gestion des cas.

En outre, les ménages figurant sur la liste d'attente des logements sociaux et ayant des antécédents de VFG ou de VFF bénéficient d'un accès prioritaire aux logements subventionnés et aux prestations de logement dans le cadre des priorités municipales et provinciales. Le [Registre des logements sociaux d'Ottawa](#), qu'on appelle également « Le Registre », travaille avec les ménages et le secteur pour déterminer l'admissibilité à ces priorités. Le Registre garantit que les ménages admissibles bénéficient d'un accès prioritaire au logement et aux aides communautaires.

Possibilités stratégiques pour 2024 :

En 2024, les Services du logement collaboreront avec le secteur de la violence faite aux femmes, financé par le gouvernement provincial, afin d'offrir une formation supplémentaire au personnel de la Ville qui s'occupe des processus d'admission pour les placements dans les refuges. Cette formation polyvalente informelle vise à améliorer le partenariat avec le secteur de la VFF et à garantir que les pratiques et procédures exemplaires sont observées lorsqu'il s'agit d'aider les femmes qui fuient la violence.

Soutien en matière de garde d'enfants en cas de violence fondée sur le genre ou de violence conjugale

Les Services à l'enfance gèrent le [Programme de subventions pour la garde d'enfants](#) afin d'aider les familles admissibles à couvrir les frais de garde d'enfants si elles ont besoin d'un soutien supplémentaire. Pour les familles confrontées à des problèmes de santé ou de sécurité qui mettent un enfant en danger en raison de circonstances exceptionnelles, le personnel peut accélérer la procédure de demande de cette subvention. Il s'agit notamment de situations dans lesquelles un parent est actuellement victime de violence, a récemment échappé à la violence ou fuit la violence au sein de sa famille immédiate. En outre, les Services à l'enfance collaborent avec le Secrétariat de la lutte contre le racisme pour veiller à ce que les familles touchées par la violence fondée sur le genre soient mises en relation avec des travailleurs sociaux du même genre que les survivants.

Emploi et soutien social pour les survivants de VFG et de VFF

Les Services sociaux et d'emploi (SSE), en collaboration avec des partenaires communautaires, ont mis en place deux comités pour veiller à ce que les résidentes et résidents qui subissent ou qui ont subi de la VFG ou de la VFF bénéficient d'une aide à l'orientation dans le réseau de services et d'un soutien global.

Le comité des victimes de violence est composé de membres du personnel de tous les secteurs d'activité de la DGSSC. Ses membres collaborent pour partager de l'information, inviter des organismes communautaires à présenter et à fournir des mises à jour sur les questions, les tendances et les préoccupations relatives aux victimes de violence. Ils participent aussi régulièrement à des sessions de formation et d'information.

La table sur la violence conjugale à haut risque est un effort de collaboration qui réunit des organismes communautaires, y compris les SSE, pour examiner les dossiers à haut risque. Leur objectif est de fournir un soutien global aux personnes dans le besoin. Cette collaboration consiste à évaluer les besoins des victimes et à veiller à ce qu'elles reçoivent les ressources, l'information et le soutien nécessaires. Le réseau comprend les Services aux victimes d'Ottawa, le Centre de ressources communautaires d'Ottawa-Ouest, la Maison Harmony et le Centre Tungasuvvingat Inuit.

Financement pour le soutien en matière de sécurité des femmes et de lutte contre la VFG et la VFF

En 2023, la DGSSC (y compris Prévention du crime Ottawa (PCO)) a investi 3,8 millions de dollars auprès de 24 organismes de services sociaux afin de veiller à la sécurité des femmes et de lutter contre la VFG et la VFF.

- Le financement communautaire (la DGSSC) a investi 3,7 millions de dollars auprès de 19 organismes de services sociaux qui fournissent des opérations directes ou du soutien global pour la sécurité des femmes.
- PCO a investi 92 000 dollars auprès de 5 organismes de services sociaux pour soutenir les activités de prévention de la violence fondée sur le genre et de la violence conjugale, en abordant l'enjeu de la masculinité toxique chez les jeunes, en fournissant des services culturellement adaptés et en éduquant le public sur les différentes formes de violence fondée sur le genre.

Possibilités stratégiques pour 2024 :

La DGSSC maintiendra son engagement d'appliquer une optique d'équité des genres dans l'attribution du financement aux organismes de services sociaux.

Pour de plus amples renseignements, voir l'annexe C : Investissements au titre du financement communautaire pour la sécurité des femmes

Pour de plus amples renseignements, voir l'annexe D : Investissement de Prévention du crime Ottawa en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence conjugale

Conclusion

L'éradication de la violence fondée sur le genre, y compris la violence conjugale, nécessite une approche durable et multidimensionnelle. La DGSSC s'est engagée à améliorer les politiques et les pratiques internes, à collaborer avec les partenaires communautaires et à plaider en faveur d'un financement durable pour accroître la sécurité et le soutien aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre par le truchement de ses engagements stratégiques dans le cadre du Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités et de la Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres.

Grâce à des efforts coordonnés et à une planification stratégique, y compris l'élaboration d'un plan de mise en œuvre d'ici le quatrième trimestre de 2024, la DGSSC continuera à contribuer aux efforts communautaires pour mettre en place l'infrastructure nécessaire pour lutter efficacement contre la violence fondée sur le genre, y compris la violence conjugale.

Clara Freire

Directrice générale

Direction générale des services sociaux et communautaires

DOCUMENTATION À L'APPUI

1. Annexe A : Objectifs, stratégies et résultats du Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités en matière de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes
2. Annexe B : Mesures de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes dans le cadre de la Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres
3. Annexe C : Investissements au titre du financement communautaire pour la sécurité des femmes

4. Annexe D : Investissement de Prévention du crime Ottawa en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence conjugale

Annexe A : Objectifs, stratégies et résultats du [Plan de sécurité et de bien-être dans les collectivités](#) en matière de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes

| Objectifs | Stratégies | Résultats |
|---|---|---|
| 1. Veiller à ce que chaque personne survivante à Ottawa puisse avoir accès aux services et aux aides et en bénéficier. | 1.1 Accroître la sensibilisation et le soutien aux programmes et services destinés aux personnes survivantes. | <ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance des services et de l'aide aux personnes survivantes • Amélioration de l'accès aux services et au soutien pour les personnes survivantes • Amélioration de la navigation dans le système des services et des mesures de soutien |
| 2. Créer une ville où chaque personne s'engage à prendre des mesures pour prévenir la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes. | 2.1 Accroître la sensibilisation et l'accès à une éducation et à une aide culturellement adaptées et accessibles. | <ul style="list-style-type: none"> • Réduction du nombre de victimes de violence fondée sur le genre et de violence faite aux femmes. |
| 3. Offrir des solutions de rechange au signalement pour les personnes survivantes. | 3.1 Accroître la capacité des mécanismes de responsabilisation communautaire. | <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation accrue aux solutions de rechange au signalement pour les personnes survivantes. |

Annexe B : Mesures de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence faite aux femmes dans le cadre de la [Stratégie sur la condition féminine et l'équité des genres](#)

| Direction générale | Mesures |
|------------------------------|--|
| Bureau du greffier municipal | Revoir les politiques de la Ville concernant le personnel de soutien du Conseil municipal et les politiques générales sur le harcèlement et la violence fondés sur le genre. |
| DGLCI | Élaborer une stratégie et un mécanisme pour examiner et améliorer la sûreté et la sécurité dans les installations de la DGLCI. |
| DGSSC | Mettre en œuvre l'Allocation Canada-Ontario pour le logement afin d'augmenter le nombre de logements abordables disponibles pour les femmes fuyant la violence, les femmes célibataires et les ménages dirigés par une femme seule. |
| DGSSC | Appliquer une approche axée sur la condition féminine et l'équité des genres à l'analyse coûts-avantages des dépenses en matière d'immobilisations et de fonctionnement associées à la construction d'un nouveau refuge pour les familles. |
| DGSSC | Intégrer une approche axée sur l'équité des genres à la stratégie de données de la DGSSC. |
| DGLCI | Appuyer l'élaboration d'une trousse pour aider à la prévention et à la réduction des agressions sexuelles, des actes de harcèlement, des surdoses et des actes de violence lors de festivals et dans des espaces consacrés à la musique. La trousse comprendra entre autres des outils de planification, de sensibilisation et de formation, une liste de vérification de la sécurité et des listes de ressources. |
| DGSSC | Concevoir et mettre en œuvre des activités de formation, d'apprentissage et de sensibilisation sur les questions relatives à la condition féminine et à l'équité des genres, notamment une campagne de sensibilisation sur la violence fondée sur le genre. |
| DGSSC | Collaborer avec les partenaires communautaires pour mettre au point une session de formation destinée au personnel de la Ville, qui comprendra des ressources, un atelier en ligne ou en personne, ainsi qu'une formation sur les initiatives actuelles concernant les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. |

DGSSC = Direction générale des services sociaux et communautaires

DGLCI = Direction générale des loisirs, de la culture et des installations

Annexe C : Investissements au titre du financement communautaire pour la sécurité des femmes

| | Organisme | Montant |
|----|---|-------------------------|
| 1 | Centre Amethyst pour femmes toxicomanes | 47 253 \$ |
| 2 | Centre espoir Sophie | 273 874 \$ |
| 3 | Initiative « une ville pour toutes les femmes » (IVTF) | 71 400 \$ |
| 4 | Dress for Success Ottawa – Région de la capitale nationale | 40 800 \$ |
| 5 | EcoÉquitable Inc. | 71 400 \$ |
| 6 | Société Elizabeth Fry d'Ottawa | 116 864 \$ |
| 7 | Société d'habitation sans but lucratif Emily Murphy | 43 860 \$ |
| 8 | Belong Ottawa | 572 203 \$ ² |
| 9 | Maison Interval d'Ottawa (Programme « Pas bien chez soi à Ottawa ») | 102 000 \$ |
| 10 | Pavillon Minwaashin | 253 396 \$ |
| 11 | Nelson House of Ottawa-Carleton | 34 935 \$ |
| 12 | Coalition autochtone d'Ottawa (CAO) | 962 000 \$ |
| 13 | Coalition d'Ottawa contre la violence faite aux femmes (COCVFF) | 101 252 \$ |
| 14 | Centre d'aide aux victimes de viol d'Ottawa | 113 590 \$ |
| 15 | Transit Secours Ottawa | 71 400 \$ |
| 16 | Centre pour femmes St. Joe's | 419 989 \$ |
| 17 | Maison Sainte-Marie | 132 112 \$ |
| 18 | Exponenti'elles | 71 400 \$ |
| 19 | Initiatives des femmes pour la sécurité environnementale (IFSE) | 179 769 \$ |
| | Total | 3 679 497 \$ |

² Il s'agit du montant calculé au prorata du 1,7 million de dollars que Belong Ottawa a reçu pour gérer trois programmes de jour, dont l'un, « La Source », s'adresse aux femmes.

Annexe D : Investissement de Prévention du crime Ottawa en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et la violence conjugale

| Organisme | Montant |
|---|------------------|
| Centre canadien pour l'autonomisation des femmes Élaboration de ressources culturellement adaptées pour la violence financière et les personnes victimes et survivantes de la criminalité financière. | 35 500 \$ |
| Nigerian Canadian Association Aide offerte dans le domaine de la santé mentale aux victimes de violence conjugale et aux nouveaux immigrants | 21 275 \$ |
| Première congrégation unitarienne d'Ottawa Centre d'apprentissage sur la sécurité alimentaire et les changements climatiques d'Ajashki | 15 000 \$ |
| ManUp (Ottawa-Carleton District School Board) Conférence ManUp Inspire | 5 500 \$ |
| Centre d'amitié autochtone Odawa Peinture murale sur la justice | 15 000 \$ |
| Total | 92 237 \$ |